

ULTIMATUM

EXPRESS

Bulletin de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

10 octobre 2007 - Spécial grève no. 1

MACHINATIONS POLITIQUES DANS LES COULISSES DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Julien Vadeboncoeur

- Étudiant à l'UQAM -

Les milieux étudiants ne doutent pas que les intentions du gouvernement Charest soient crapuleuses. La plupart des réserves exprimées quant à la grève générale ont davantage porté sur la fameuse question du momentum. Mais si certains et certaines se ravissent quant au moment du déclenchement de la grève, d'autres tentent carrément d'étouffer le mouvement jusqu'à l'hiver pour l'instrumentaliser au profit du Parti québécois qui entend déclencher des élections le printemps prochain. Mais qu'ils se le tiennent pour dit, nous ne serons pas les pantins de ce jeu et le mouvement de grève demeure la seule façon d'exprimer fermement notre volonté.

Une rumeur court : le PQ, en faisant patienter le mouvement jusqu'à l'hiver, voudrait l'utiliser pour se propulser sur l'échiquier politique lors des prochaines élections qui pourraient être déclenchées dès ce printemps. Plus qu'une rumeur, un militant a récemment mis la main sur le plan d'action de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui devait tuer dans l'œuf le mouvement de grève à l'Université du Québec en Outaouais et faire passer l'association étudiante (AGEUQO) sous leur contrôle.

Il s'agit d'une correspondance entre Samuel Gosselin, coordonnateur aux affaires internes et aux communications de la FEUQ, et nul autre que Patrick Robert-Meunier, candidat défait du PQ dans le comté de Pontiac en Outaouais. On peut lire sur ce document leurs objectifs globaux : « Décentraliser le pouvoir de l'AGEUQO et l'emprise de ses exécutants sur son campus et créer une base forte dont vous serez subtilement les organisateurs. Renforcer et maintenir cette base. », un peu plus loin, « Empêcher la venue de l'ASSÉ sur le campus (Assurer la désaffiliation de l'AÉMSS vis-à-vis l'ASSÉ) ».

À la lumière de ces informations, on comprend la stratégie des fédérations : briser les assises de l'ASSÉ afin d'être les principales représentantes du mouvement étudiant. D'autre part, promouvoir une plateforme de grande affinité avec le PQ pour lui fournir le capital politique nécessaire pour remporter les prochaines élections. Cela fait bien longtemps qu'on est au courant des affinités entre le PQ et les fédérations, mais que penser de cette stratégie mise de l'avant? Le mouvement ne doit-il pas viser à exiger le financement public des institutions d'enseignement postsecondaires plutôt que d'être le vulgaire instrument du PQ?

De toute façon, il est farfelu de croire que le PQ pourrait être d'une quelconque utilité pour notre cause. La dernière tentative de dégel des frais de scolarité remonte à 1996 et était l'œuvre de Pauline Marois elle-même, alors qu'elle était ministre de l'Éducation. C'est également le PQ qui, dans l'hystérie du déficit zéro, a entamé une série de coupures dans les services sociaux qui a conduit au sous-financement des institutions postsecondaires qui se chiffre à plus de 5 milliards de dollars à l'heure actuelle. Non mais, quel allié politique!

Mais quels sont donc les motifs de ces apprenti-e-s sorciers et sorcières dont l'engagement politique passe par la démobilisation? Sans doute faut-il croire que leurs intérêts personnels priment sur le mouvement, que l'engagement étudiant n'est qu'un tremplin pour ces minables arrivistes. Après tout, il est bien connu que les figures importantes des fédérations finissent au Parti québécois. Mais nous sommes fatigué-e-s de se faire jouer dans le dos. Ces petits politiciens et petites politiciennes en herbe risquent de faire avorter tout mouvement s'ils et elles continuent leur travail de démobilisation sur les campus.

Un momentum ça ne se quémande pas au PQ, ça se construit. La richesse de notre mouvement, c'est notre foi en notre cause, en la justice, et notre détermination à lutter pour parvenir à nos fins. À l'hiver 2005, le momentum s'est construit en se mobilisant pour la grève générale et c'est à la grève la plus importante de l'histoire du mouvement étudiant québécois que nous avons eu droit.

Assemblées générales de grève

10 octobre

- Association facultaire étudiante de langues et de communication de l'UQAM
- Association des étudiantes et étudiants en anthropologie de l'Université Laval

11 octobre

- Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM

15 au 18 octobre

- Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent

16 octobre

- Association générale étudiante du Cégep de Drummondville
- Société générale des étudiants et étudiantes du Collège de Maisonneuve
- Association étudiante du module de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais
- Association étudiante du Cégep de Sorel-Tracy

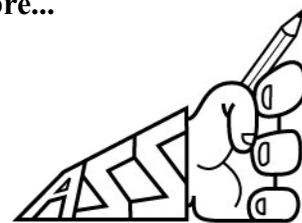
17 octobre

- Syndicat étudiant du Cégep de Marie-Victorin
- Association étudiante du module de science politique de l'UQAM
- Association Générale des étudiantes et étudiants pré-gradués en philosophie à l'Université Laval
- Association des étudiants et étudiantes au cycle supérieur en Sc. politique de l'UQAM

18 octobre

- Association étudiante du Cégep de Sherbrooke

Cinq autres également entre le 22 et le 25 octobre...



Association pour une Solidarité
Syndicale Étudiante (ASSÉ)

(514) 390-0110

<http://www.asse-solidarite.qc.ca>

Pour joindre le Comité journal :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

UNE GRÈVE AU CÉGEP ?!

Jaouad Laaroussi

- Étudiant au Cégep de Sherbrooke -

Nous faisons face en ce moment à une crise dans le milieu de l'éducation. Que ce soit au niveau des droits de scolarité universitaires qui augmenteront de 500 \$ d'ici cinq ans, des frais afférents qui augmentent année après année dans toutes les institutions du Québec ou du sous-financement de l'éducation qui affecte la qualité de nos cours. Face à cette situation diminuant peu à peu l'accessibilité et la qualité de notre éducation, l'ASSÉ a décidé de mener une campagne de grève générale illimitée pour faire de l'éducation postsecondaire une priorité du gouvernement québécois. Des consultations sur la grève se tiendront dans plusieurs associations étudiantes universitaires et collégiales au cours des prochaines semaines. Mais quel est donc notre intérêt à nous, étudiants et étudiantes du cégep, n'étant pas encore touché-e-s par le dégel, de nous positionner en faveur de ce moyen de pression?

Tout d'abord, il ne faudrait pas oublier que c'est une grande majorité de la population étudiante du cégep qui, suite à leurs études collégiales, se dirigera vers l'université. De plus, contrairement à une croyance populaire de nombreux étudiants et de nombreuses étudiantes de technique se dirigeront après leur DEC à l'université pour compléter leur technique avec un bac.

Les cégépiens et cégépiennes seront donc les plus touché-e-s par le dégel en raison de l'augmentation progressive imposée par le gouvernement. L'aspect progressif du dégel n'est qu'un leurre pour que l'on avale mieux la pilule. Pour ne pas voir nos conditions de vie directes diminuer, nous nous devons de lutter aux côtés de nos collègues universitaires vers la 9^e grève générale illimitée.



Si pour l'ASSÉ, l'accessibilité à l'éducation passe par la gratuité scolaire, cela ne doit pas se faire aux dépens de sa qualité. C'est pourquoi nous revendiquons un réinvestissement global en éducation; un réinvestissement financé à même l'indécence de la classe dominante. Celui-ci passe, entre autres, par l'amélioration des ressources et services. De nombreux

cégeps, en raison du manque de financement, ne répondent pas aux exigences nécessaires d'une réelle qualité de l'éducation. Que ce soit au niveau du matériel de laboratoire pour les programmes et techniques scientifiques, des aides pédagogiques individuelles ou de l'accès à des laboratoires d'informatique, ce manque de ressources touche de plein fouet notre droit légitime à une éducation de qualité, autant à l'université qu'au cégep. Certains cégeps font d'ailleurs face à une surpopulation tandis que d'autres en région, en raison du manque de financement, pensent fermer des programmes complets!

Finalement, la gratuité scolaire n'est pas une revendication égoïste, c'est un projet de société. En effet, rendre l'éducation accessible à tous et toutes, peu importe leurs ressources financières, serait un grand bond en avant pour la démocratisation de la société. Même après notre passage dans le système d'éducation, de nombreuses personnes étudieront et apprécieront de ne pas avoir à s'endetter de milliers de dollars pour acquérir des connaissances. Il n'en tient cependant qu'à nous de défendre le droit à l'éducation en bloquant le dégel des droits de scolarités et en restaurant la gratuité scolaire à tous les niveaux.

GRÈVE GÉNÉRALE : UN RISQUE CALCULÉ

Chloé Domingue-Bouchard

- Étudiante à l'UQÀM -

La grève est clairement à nos portes quoiqu'en disent les médias de masse les plus crédibles (sic) et malgré les efforts de noyautage des opportunistes politiques et lobbyistes. Les militants et militantes ne se laissent pas abattre, mais désirent mener une lutte éclairée, lucide. Il ne s'agit pas ici d'une lucidité à saveur pessimiste, mais plutôt de s'assurer que le mouvement en sortira essentiellement plus fort et que toutes les conjonctures nous sont favorables.

L'avons-nous, notre fameux momentum?

Certains et certaines soulignent qu'il ne faut pas perdre de vue que la grève n'est pas une fin en soit, mais plutôt un moyen pour arriver à nos fins. Atteindre le plancher de grève est une étape cruciale, toutefois est-ce un objectif suffisant pour arracher nos revendications au gouvernement? En d'autres termes : Prenons-nous un risque?

Mais bien sûr qu'une grève générale illimitée est risquée, elle se doit de l'être! L'aurait-on oublié? Dans une perspective d'escalade des moyens de pression, l'augmentation du risque pour le mouvement va

de pair avec l'intensité de l'impact des actions. De la pétition à la grève générale illimitée, plus la pression monte, plus nous risquons gros, ce risque fait donc partie intégrante de l'action, il est essentiel!

Tout l'enjeu repose donc sur comment calculer ce risque inévitable. Comment avoir le plus d'emprise et de contrôle possible sur notre ultime moyen de pression?

La meilleure façon de calculer ce risque est en s'assurant d'un mouvement uni fermement derrière ses revendications, pour répartir le risque sur des milliers d'épaules. C'est en avançant, tel un bloc uni, en ayant en tête un plan d'action défini et rassembleur. Ce plan d'action, nous l'avons pensé et voté en Congrès de l'ASSÉ cette fin de semaine, de façon, soulignons-le, presque unanime. Ainsi, le Congrès appelle à deux journées d'actions directes de perturbations suite aux assemblées générales de déclenchement de la grève. Une manifestation sera également organisée à Montréal trois jours après le déclenchement de la grève.

Il fut également adopté que la première semaine de grève soit orientée vers l'éducation populaire massive et vers la perturbation d'ordre économique. Évidemment, il faut activement garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'une simple liste d'épicerie, mais bien de notre meilleure arme contre le

« risque incalculé ». L'impact de ces actions est bien évidemment conditionnel à l'obtention d'un mouvement de grève fort. Si nous croyons quasi unanimement à la nécessité et à la pertinence de ces actions, soyons cohérents et cohérentes et déployons toutes les forces de mobilisation nécessaires dans l'optique de déclencher la grève générale illimitée le plus tôt possible, soit à l'automne. C'est ce qui fut d'ailleurs adopté par les membres lors du Congrès des 6 et 7 octobre derniers.

Au final, pour rassurer les prudents et prudentes un Congrès se tiendra le 20 octobre prochain pour faire le point sur la situation.

D'ici là, le mot d'ordre c'est mobilisation et lutte à la désinformation.

Malgré tous les bruits de couloir qui courent et les titres fracassants des médias de masse que l'on survole, il ne faut pas perdre de vue que ce n'est pas l'opinion publique qui vote dans nos AG, mais bien la population étudiante, c'est eux et elles qu'il faut convaincre! Et c'est ce mouvement fort qui, une fois lancé, fera son chemin activement pour informer la population. Renversons la vapeur, reprenons le contrôle de notre lutte par l'information directe. C'est la meilleure façon de contrôler le risque. Bien plus que la réflexion pessimiste, dite stratégique...